AU CONSEIL DE L'EUROPE

Discours de M. Jacques Duhamel, Ministre de l'Agriculture,
au Conseil de l'Europe, le 9 février 1970, lors de la séance d'ouverture
de la Conférence Européenne sur la Conservation de la Nature

Monsieur le Président, Altesses Royales,
Altesses, Excellences,

Monsieur le Premier Ministre de la République française,
qui m'a prié de l'excuser auprès de vous
et de le représenter ici, a, vous le savez,
donné comme objectif à sa politique l'établissement
d'une nouvelle société. La protection, la conservation,
mais aussi la promotion de la nature, s'inscrivent évidemment,
et éminemment dans cette perspective, puisqu'il s'agit
de créer, de transformer, le mode
et le cadre de vie de demain.

Sans doute, pourrait-on et devrait-on philosopher
longuement sur le tournant de civilisation
auquel nous sommes parvenus, parce que pendant
des millénaires, pour sa vie, l'homme a lutté contre la nature ;
et voilà que maintenant, pour sa survie,
il doit faire que la nature lutte pour lui.

Mais je crois que nous ne sommes pas ici pour échanger
des idées sans fin ou lancer des appels sans suite.

Nous sommes ici pour définir et pour décider.

Nous sommes ici parce que le problème qui nous préoccupe
est un problème politique, et que nous aurions tous
une responsabilité grave, collective si, à l'issue de cette
conférence et des travaux qui vont maintenant s'ouvrir,
nous n'étions pas capables de déterminer un programme
et une action qui ne soient pas seulement un vœu
mais expriment une volonté.

Il s'agit en effet, je crois, à la fois de notre bonheur
et de notre survie. De notre bonheur, car celui-ci dépend
étroitement du cadre de vie qui est offert et que
nous choisirons. Et je crois, Monsieur le Président, à cet égard,
que l'idée de bonheur est peut-être encore aujourd'hui,
ou à nouveau, en Europe, une idée neuve.

Accepterons-nous de vivre dans un univers concentré,
marqué par l'étouffement urbain, par la détérioration
des paysages, par la pollution de l'eau ? Serons-nous
capables de maîtriser le développement de notre propre
société ? Oui, c'est le problème du bonheur, mais
aussi peut-être de la survie. Je ne reviendrai pas
sur ce que d'autres ont déjà dit, sur l'épuisement inconscient
que l'homme, à travers le monde, est en train d'effectuer
des ressources naturelles qui lui paraissaient infinies.

Tout cela, nous le savons. Mais ce que, sans doute,
nous savons moins, c'est que la science permet de trouver

les solutions ; que des solutions existent ; seulement,
elles sont urgentes, et, il ne faut pas le cacher,
elles sont coûteuses.

Rien ne serait pire que de ne pas énoncer de chiffres.

J'espère que, outre la présence ici d'éminents scientifiques,
il y a aussi des mathématiciens et des financiers ;
car l'entreprise, l'idée qu'une action est possible
sans en montrer le coût à l'opinion européenne, serait,
je crois, une mauvaise action.

*Pour sa part, le gouvernement français, sous l'impulsion
du Président de la République, M. Pompidou,
a pris conscience de l'importance et de l'urgence de ce
problème ; il prépare en ce moment même un ensemble
de mesures, témoins d'une action offensive entreprise
pour la protection de la nature, c'est-à-dire de l'homme.*

*Je dis bien, ou je souligne : offensive. Car, en réalité,
trop souvent, du moins me semble-t-il, les protecteurs
de la nature ont eu tendance à mener des combats
sommairement défensifs contre des projets d'urbanisation
trop anarchiques, des équipements mal localisés, une
industrialisation trop polluante ; pour une cause juste, on a
quelquefois utilisé de mauvais moyens
ou en tout cas inopérants.*

*Il en résulte en quelque sorte une absence
de communication profonde entre ceux qui bâtissent,
ceux qui équipent, ceux qui produisent et ceux qui protègent.*

*Dans ces combats, je crois qu'il est, en effet, difficile
de distinguer, ou de mesurer, ce qui en réalité relève d'une
action ou d'une réaction d'arrière-garde, et ce
qui devrait relever au contraire d'une conception saine
et dynamique de la protection, de la promotion de la nature.*

Je crois qu'à la simple protestation, nous devons
maintenant substituer la proposition. Je crois
qu'au contresens, nous devons répondre par le contreprojet,
et que la politique de protection de la nature, pour être
dynamique, doit, par définition, cesser d'être statique,
ce qu'elle est encore souvent. Il s'agit au fond d'un
aménagement plus ou autant que d'une défense de la nature.

Je crois qu'ici nous sommes tous conscients de ce que
la protection de la nature ne peut pas être un but en soi.
On ne peut, bien sûr, sauf pour des raisons scientifiques,
légitimes mais exceptionnelles, protéger pour protéger.

La conservation de la nature ne se conçoit que pour
l'homme, et donc en fonction d'un rôle que l'on définit
pour l'homme ; et je voudrais vous en proposer trois.

— *La production ; car nous ne pouvons pas vivre en dehors d'un monde où la croissance économique est la condition du progrès social ;*

— *Le loisir ; car c'est trop dire sans doute que nous sommes déjà entrés dans la civilisation des loisirs, mais nous sommes déjà dans une quête de détente ;*

— *L'équilibre biologique ; car il s'agit, on l'a déjà souligné, pour l'homme moderne, de son équilibre psychique, vital.*

Cela veut dire, Monsieur le Président, que, contrairement aux vœux de certains, il m'apparaît qu'il ne s'agit pas de créer des sortes de sanctuaires naturels, réservés à quelques-uns, mais bien plutôt des havres d'accueil privilégiés et respectés par tous, ouverts donc au plus grand nombre, où chacun pourra, dans la récréation, la détente, le silence, trouver ou retrouver la respiration et le calme ; et peut-être redonner à notre civilisation moderne une part de romantisme et peut-être de poésie.

D'une conception... j'allais dire aristocratique de la nature, celle de certains savants, de certains solitaires ou de certains chasseurs, nous devons passer à une conception démocratique au sens très élevé du terme, c'est-à-dire permettant dans la croissance, dans la connaissance, dans le respect de la nature, de trouver l'équilibre, l'épanouissement, l'enrichissement de l'ensemble des citoyens.

En ce sens, la politique de la nature est un élément de la politique de la culture.

Aménager la nature pour l'homme, pour son équilibre, sa santé : telle est, en effet, la première idée.

Mais je crois qu'elle est indissolublement liée à une seconde idée : c'est que la nature doit être comprise et respectée par l'homme.

Cela paraît simple, et pourtant c'est immense.

Il ne faut pas en effet se cacher l'ampleur de l'œuvre à accomplir, mais il faut bien le souligner, la protection de l'homme, c'est d'abord une pédagogie. Je dis la protection de l'homme, qui commence avec la protection de la nature.

C'est à l'école que tout débute ; et l'éducation doit tenir une place importante à tous les niveaux de l'enseignement, primaire, secondaire, supérieur et permanent.

Je crois que là, il s'agit moins de façonner les intelligences que la sensibilité. Pour réapprendre aux hommes le langage de la nature vivante, il faut employer les moyens utilisés pour l'enseignement des langues vivantes, c'est-à-dire ceux qui agissent sur les mécanismes instinctifs.

Il faut commencer à façonner les sensibilités au moment où elles sont le plus malléables, le plus ouvertes : l'enfance.

Certains pays ont déjà expérimenté des formules pratiques de sensibilisation des enfants sur le terrain.

Dans ce domaine, nous, Français, avons des retards à combler, des actions à entreprendre.

Simplement, Monsieur le Président, pour contribuer à donner à nos travaux une approche de caractère concret, et je voudrais au passage indiquer deux directions autour desquelles me semble s'orienter la politique nouvelle que la France entend mener dans ce domaine : éducation et connaissance d'une part, protection et aménagement d'autre part.

Education, car nous sommes en train de créer, avec mon collègue le ministre de l'Education nationale, un groupe de travail chargé de réfléchir sur les moyens de rendre notre enseignement des sciences naturelles plus vivant. Nous sommes en train de rechercher des formules de sensibilisation pratique des enfants à la nature. Que deviendrait l'enfant, si à l'aube il ne voyait pas des fantômes à travers les arbres ?

Et je voudrais qu'en France, chaque enfant plante un arbre.

L'arbre de vie de la Bible deviendrait l'arbre de survie du XXI^e siècle.

Par ailleurs, nous avons, toujours en matière d'éducation, l'intention de développer l'enseignement de l'écologie et de créer des carrières véritables pour ceux qui accepteront de se spécialiser dans cette discipline aujourd'hui fondamentale et encore trop méconnue.

Education, mais aussi protection ; je n'entrerai pas dans le détail des mesures, pourtant déjà importantes, qui ont été prises par le gouvernement français pour préserver, conserver et promouvoir les ressources naturelles ; je voudrais cependant citer des exemples dans trois domaines : les forêts, les parcs et l'eau.

Les forêts : des mesures fiscales et financières, pour encourager, ou au contraire pour pénaliser, permettent d'inciter certains à planter, de condamner ceux qui détruisent, d'obliger l'Etat lui-même à compenser financièrement les atteintes qu'il porte, par des équipements publics, au patrimoine forestier, et à les réparer.

Les parcs, puisque trois parcs nationaux ont été créés et que j'en inaugurerai moi-même, au mois de mai, un quatrième dans les Cévennes ; que trois autres sont actuellement à l'étude et qu'ils possèdent cette

caractéristique qui vaut d'être signalée : ils ont, à leur périphérie, des zones aménagées pour l'accueil.

Et enfin, l'eau, puisque avec des mesures de contrôle préventif et d'épuration obligatoire, nous commençons peut-être plus activement à essayer d'empêcher que, avec un air, au sens propre du terme, irrespirable, nous ayons une eau imbuvable.

Voici quelques exemples de notre action. Je n'ai évidemment pas l'intention de les développer. Au reste, la délégation française pourra apporter à cet égard toutes les précisions qui pourraient être utiles à vos débats.

Ce que je voudrais simplement dire, Monsieur le Président, c'est la volonté avec laquelle nous sommes arrivés ici, pour contribuer d'une manière précise, concrète, immédiate, à un programme dont nous pensons bien qu'il n'est pas seulement réservé au cadre artificiel qu'est la nation, qui est peut-être un accident du XIX^e siècle en Europe, et dans tous les cas, que la nature ne reconnaît pas toujours ; car quelles sont les frontières pour les fleuves ?

Quelles sont les frontières pour l'air ?

C'est vous dire à quel point nous pensons que l'effort de coopération internationale, l'effort de coopération européenne est, à cet égard, indispensable ; et de manière toujours à introduire l'apport français dans ce débat commun de façon la plus concrète possible, vous me permettrez peut-être, pour conclure, de faire deux propositions qui pourraient être soumises au travail des experts.

La première, c'est la création d'un Fonds européen de lutte contre les pollutions. Je crois que notre action commune devrait d'abord se concrétiser dans un tel organisme, qui pourrait intervenir dans les cas de pollution très importante, par exemple sur les grands fleuves internationaux de notre continent ; et comment, à Strasbourg, ne pas penser d'abord au Rhin, récemment pollué d'une manière si grave ?

La seconde suggestion que je me permettrai de faire, c'est que soit arrêté un programme européen d'éducation de la nature ; et je suggère à cet effet deux thèmes de coopération :

D'abord, au niveau de l'enseignement supérieur, la création d'un diplôme européen d'écologie,

et, au niveau primaire, un concours entre les écoliers d'Europe. Ce concours, qui pourrait prendre la forme de panneaux démontables, standardisés, représentant chacun un thème différent de protection de la nature, serait remis à chaque classe, à charge pour elle, avec l'appui de matériel local, d'en faire une exposition des enfants pour les parents.

Car nous savons que de nos jours, la tendance est que l'éducation des parents soit faite par les enfants...

Et peut-être ainsi, nous montreraient-ils la société qu'ils veulent nous voir faire. C'est au fond,

Monsieur le Président, la grande question qui se pose aux hommes politiques que nous sommes.

Il me semble que la politique n'a de sens, et que l'engagement politique n'a de vertu que pour forger, en tout cas pour tenter de forger, dans la réalité vécue, la société rêvée.

Et le vrai problème aujourd'hui qui se pose à l'Europe, car la jeunesse, en Europe comme ailleurs, est aujourd'hui sollicitée par une sorte de dépassement mondialiste qui lui paraît plus généreux alors qu'en réalité il est moins exigeant, le vrai problème pour l'Europe, c'est sans doute non pas un problème de dimension, mais un problème de qualité et de cohésion.

Et c'est, Monsieur le Président, pour contribuer peut-être un peu à dessiner ce que pourrait être la société européenne, que tous, nous sommes venus ici.

JACQUES DUHAMEL